

prendre la législation provinciale en délibéré jusqu'au bon plaisir du Gouverneur Général, lesquels ont été trouvés valides et sans restriction; la législation concernant la presse, la réglementation du crédit et la taxation bancaire ont été trouvées *ultra vires*. La Cour Suprême a aussi déclaré *ultra vires* la loi du Crédit Social, bien que la question n'en ait pas été soumise nommément à sa décision. 9 juin, élection provinciale générale en Saskatchewan. Le gouvernement libéral de l'hon. W. J. Paterson est maintenu au pouvoir. 15 juin, désaveu des lois albertaines dites Home Owner's Security et Securities Tax. 7 juillet, le Conseil Privé refuse de se prononcer sur les lois albertaines sur le contrôle de la presse et le règlement du crédit. 15 juillet, le Conseil Privé déboute l'Alberta de son appel d'un jugement de la Cour Suprême du Canada sur une loi pour taxer les banques à charte. 15 août, la Banque du Canada devient la propriété entière de l'Etat. 2 sept., le Haut Commissaire britannique annonce la conclusion d'un accord entre le gouvernement britannique et des compagnies canadiennes pour la construction d'aéroplanes au Canada. 12 sept., le discours de Herr Hitler à Nuremberg est suivi d'escarmouches sur la frontière tchécoslovaque qui déclenchent une crise internationale. Un accord entre le Canada et les Etats-Unis place les eaux du versant du lac Rainy sous le contrôle de la Commission Internationale des eaux limitrophes. 15 sept., rencontre de M. Chamberlain et de Herr Hitler à Berchtesgaden. 19 sept., une Commission Royale ouvre à Ottawa une enquête sur les circonstances qui ont entouré l'attribution d'un contrat pour la fabrication de mitrailleuses Bren. Le juge H. H.

Davis est le commissaire enquêteur. 22, 23 sept., rencontre de M. Chamberlain et de Herr Hitler à Godesberg. 28 sept., mobilisation de la flotte britannique. Intervention de signor Mussolini et adhésion de l'Allemagne à une conférence entre le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et l'Italie. 30 sept., la crise se termine à la suite d'une conférence des quatre puissances à Munich. 11 oct., feu de forêt désastreux dans la région de Fort Frances. 17 oct., inauguration d'un service de messagerie sur les lignes aériennes Transcanada. 4 nov., jugement écrit du Conseil Privé donnant les raisons pour le rejet de l'appel de l'Alberta sur la loi pour taxer les banques. 17 nov., accord commercial entre le Canada et les Etats-Unis signé à Washington.

1939, 13 janv. Le rapport de la Commission Royale d'enquête sur le contrat des mitrailleuses Bren est déposé à la Chambre des Communes. 1er mars, inauguration d'un service aéro-postal transcanadien. 27 mars, le gouvernement fédéral désavoue la législation albertaine relative à la loi de 1935 sur la limitation des actions et destinée à illiciter certaines dettes contractées antérieurement au 1er juillet 1936. 31 mars, le premier ministre du Royaume-Uni annonce les dispositions préliminaires d'un traité garantissant à la Pologne le secours armé pour la défense de son indépendance. 17 mai-15 juin, Leurs Majestés le Roi Georges VI et la Reine Elizabeth visitent le Canada et les Etats-Unis. Leur voyage est une tournée triomphale. 1 sept., l'Allemagne envahit la Pologne. 2 sept., la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne. 3 sept., la France déclare la guerre à l'Allemagne. 7 sept., session d'urgence du Parlement canadien.

NOTA.—Pour références concernant les changements du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux avant 1937, voir nota de la page 47.